

Élections fédérales 2019: que feront les partis pour votre entreprise?

Nous avons envoyé un sondage aux chefs des 6 principaux partis fédéraux leur demandant ce qu'ils prévoient de faire pour soutenir les PME. Voici les réponses non modifiées de ceux qui y ont répondu. Nous publierons les réponses du Parti vert si nous les recevons.

1. Vision – Comment envisagez-vous de faire du Canada un lieu propice au démarrage et à la croissance des entreprises?


Libéral

L'économie canadienne est forte et en croissance. Nos entrepreneurs créent des emplois, et ces dernières années, leur travail acharné et celui de leurs employés ont contribué à faire baisser le taux de chômage à son plus bas, ce qui a mis le Canada sur une trajectoire de forte croissance.

Du café du coin au magasin général du quartier, les PME créent des communautés vibrantes où il fait bon vivre et travailler. C'est pourquoi nous verrons à ce qu'il soit plus facile et moins coûteux de démarrer et de développer une entreprise.

Nous avons réduit le taux d'imposition des petites entreprises de 11 % à 9 %, donnant au Canada le taux le plus bas de tous les pays du G7. Les PME économisent ainsi jusqu'à 7 500 \$ par année, une somme qu'elles peuvent réinvestir dans leur entreprise. Et pour nous assurer que vous pouvez garder encore plus de votre argent durement gagné, nous comptons réduire d'autres frais ainsi que la paperasserie.

Nous allons également faire en sorte qu'il soit plus facile pour vous d'accéder aux fonds dont vous avez besoin pour concrétiser vos projets d'affaires. Et pour que votre entreprise puisse grandir une fois bien établie, nous faciliterons le commerce en ligne de sorte que vous puissiez rejoindre vos clients où qu'ils soient. Les propriétaires de PME ont toute notre confiance, d'où notre détermination à vous fournir tout ce dont vous avez besoin pour prospérer. S'il est réélu, le Parti libéral défendra les intérêts des entrepreneurs canadiens en les aidant PME à créer des emplois et à stimuler leur économie locale.
Réduction des frais et de la paperasserie

Nous voulons que l'argent des entrepreneurs serve avant tout à leur entreprise plutôt qu'à payer des frais.

Pour aider les commerçants, nous éliminerons les frais sur la TVH et la TPS qu'ils doivent payer aux émetteurs de cartes de crédit chaque fois qu'ils acceptent un paiement par carte. Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les entreprises économiseront ainsi près de 500 millions de dollars par année. Nous réduirons de 75 % les frais de constitution en société sous le régime fédéral, pour les faire passer de 200 \$ à 50 \$.

Nous éliminerons tous les frais de la Banque de développement du Canada (BDC), d'Exportation et développement Canada (EDC) et de Financement agricole

Canada pour les services consultatifs aux entreprises tels que le mentorat et la formation aux affaires.

Nous mettrons en place un système facultatif de paie en temps réel pour automatiser la production des relevés d'emploi. Les PME n'auront alors plus à envoyer de relevés détaillés à Service Canada.

Aider les entrepreneurs à démarrer, développer et revitaliser leur entreprise

Nous voulons qu'il soit plus facile pour les propriétaires d'entreprise d'accéder à des fonds pour investir dans la croissance de leur entreprise.

Nous allons créer le Compte canadien pour les entrepreneurs, qui fournira jusqu'à 50 000 \$ à un maximum de 2 000 entrepreneurs par année pour créer leur entreprise. Ce programme sera d'abord mis à l'essai dans le cadre d'un projet pilote de trois ans.

Faciliter le commerce et les affaires en ligne pour les PME

Nous ferons en sorte que les entreprises canadiennes puissent croître là où sont leurs clients, ce qui suppose, à l'ère de l'économie numérique, d'avoir une forte présence sur le Web et d'être constamment en quête de nouveaux marchés.

Pour aider les entrepreneurs à faire plus de commerce en ligne, nous remettrons à chaque nouvelle entreprise un bon de 250 \$ échangeable contre des services de soutien. Par exemple, vous pourrez vous en servir pour la création de votre site Web ou de votre plate-forme de commerce en ligne par des fournisseurs canadiens de premier plan.

Même si le taux de chômage est à son plus bas, la nature changeante du travail fait qu'il peut être difficile de trouver et de garder un bon emploi. C'est pourquoi nous fournirons aux travailleurs canadiens le soutien dont ils ont besoin pour se tailler une place sur le marché du travail et contribuer à faire rouler notre économie. Avant toute chose, s'il est réélu, le Parti libéral remettra de l'argent dans les poches des Canadiens les moins fortunés en diminuant leurs impôts pour les aider à subvenir à leurs besoins de base. Pour ce faire, nous augmenterons le montant personnel de base (la tranche de revenu non imposable) à 15 000 \$ d'ici 2023-2024. De plus, notre programme prévoit de soutenir davantage les travailleurs de longue date qui sont mis à pied, de les aider à acquérir les compétences qu'il leur faut pour réussir, et de bonifier les avantages sociaux, et ce, sans perdre de vue notre engagement ferme à aider les entrepreneurs canadiens à réussir et à faire grandir leur entreprise.

Ces engagements s'inscrivent dans le plan ambitieux en faveur de l'innovation que notre gouvernement a mis de l'avant. Ce plan propose un financement sans précédent de l'écosystème de l'innovation, y compris des supergrappes, et la plus grande injection de fonds en sciences pures de l'histoire du Canada. Nous avons pris aussi des engagements fermes envers le Conseil national de recherches du Canada et son travail auprès des PME afin d'augmenter les occasions de participation aux marchés publics pour les entrepreneurs, de soutenir les femmes innovatrices et les investisseuses en capital-risque, de développer la compréhension et la protection de la propriété intellectuelle, d'ouvrir des marchés étrangers grâce au libre-échange et à une nouvelle stratégie de diversification des exportations, de soutenir nos étudiants locaux et à l'étranger, et plus encore. S'il est réélu, le Parti libéral continuera de travailler main dans la main avec l'écosystème de l'innovation du Canada, les entrepreneurs, les propriétaires d'entreprise, les innovateurs et les experts, qui sont les artisans de la réussite économique du pays.



Révoquer les hausses d'impôt de Justin Trudeau

Pour faire en sorte que les petits entrepreneurs qui travaillent d'arrache-pied ne soient pas pénalisés pour avoir investi dans leurs entreprises ou pour avoir épargné en vue de leur retraite, nous révoquerons les hausses d'impôt de Justin Trudeau en rétablissant l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises pour les entreprises visées par Trudeau. Au Canada, 8,3 millions de personnes travaillent dans de petites entreprises. Un nouveau gouvernement conservateur veillera à ce que nos petits entrepreneurs puissent améliorer leur situation et continuer de stimuler notre économie. Trudeau avait promis que les investissements passifs détenus par les petites entreprises feraient l'objet d'une clause « grand-père » dans la refonte fiscale. Il a rompu sa promesse en instaurant une nouvelle taxe sur leurs épargnes.

Exempter les conjoints des hausses d'impôt sur les entreprises familiales décrétoées par Justin Trudeau

Afin de reconnaître l'apport et les sacrifices que font les familles qui exploitent une entreprise, nous exempterons les conjoint-e-s des nouvelles règles fiscales de Justin Trudeau, lesquelles imposent d'importantes hausses d'impôt sur les dividendes des conjoint-e-s des entrepreneurs. L'apport d'un conjoint ou d'une conjointe à une entreprise ne se mesure pas uniquement par son investissement en temps et en argent.

La refonte du régime fiscal examinera la question du transfert des entreprises familiales

Afin de rendre le régime fiscal du Canada plus concurrentiel et équitable, nous nommerons un groupe d'experts pour examiner notre régime fiscal. Le groupe d'experts se penchera sur les programmes d'innovation du Canada et formulera des recommandations visant à accroître la compétitivité du Canada et attirer au pays plus d'emplois et d'investissements. Les programmes d'innovation (comme RS&DE) seront analysés pour voir s'ils soutiennent les entreprises canadiennes dont les avantages, les profits et les brevets demeurent au Canada. Si un programme d'innovation favorise les filiales de multinationales étrangères, alors nous évaluerons comment le réorienter. Le groupe d'experts se penchera également sur des politiques pour renforcer la capacité du Canada à tirer profit d'intangibles, comme la propriété intellectuelle, et sur de mesures incitatives plus efficaces afin d'encourager plus d'entreprises à faire breveter leurs idées novatrices. Dans le cadre de cet exercice, nous examinerons également la règle en vertu de laquelle il est plus facile de transférer une entreprise agricole à un étranger qu'à un membre de sa famille.



Les PME sont au cœur de l'économie du pays. Elles créent de bons emplois dans nos collectivités et stimulent l'innovation à tous les niveaux de l'économie. Les propriétaires de PME travaillent fort pour faire croître leur entreprise, et ils ont besoin que leur gouvernement soit leur allié et se batte pour eux. Jagmeet Singh défendra leurs priorités et leurs travailleurs, au lieu de se ranger du côté des milliardaires et des grandes entreprises.

Les néo-démocrates s'entendent aussi sur le fait que les transferts intergénérationnels d'entreprises familiales devraient être plus faciles. C'est pourquoi un gouvernement néo-démocrate déposera un projet de loi pour enfin mettre un terme au traitement fiscal injuste des transferts de PME aux membres de la famille. Les propriétaires d'entreprise nous disent que l'accès difficile aux nouveaux marchés est l'un des plus grands obstacles à la croissance. Par conséquent, pour mieux aider les PME canadiennes à commercialiser leurs produits et services et à percer les marchés étrangers, nous simplifierons l'accès

	aux services gouvernementaux en matière d'exportation, qui sont actuellement compliqués et peu conviviaux.
	<p>Un gouvernement du Parti populaire du Canada (PPC) prendra les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éliminer toutes les subventions aux entreprises et les autres interventions gouvernementales inefficaces (sauvetage de sociétés en difficulté, subventions pour le développement régional, prêts conditionnels et garanties de prêt assortis de subventions implicites, de crédits d'impôt, etc.) qui avantagent injustement certaines entreprises ou certains secteurs d'activité. Cela permettra de réaliser des économies de 5 à 10 milliards de dollars par année. • Au fil de notre mandat, abaisser à 10 % le taux d'imposition du revenu des sociétés, qui est actuellement de 15 %. Cette mesure dégagera environ 9,5 milliards de dollars pour les entreprises canadiennes qui pourront s'en servir pour augmenter les salaires et investir dans la productivité*. • Au cours de notre mandat, réduire graduellement l'impôt sur les gains en capital des particuliers en abaissant le taux d'inclusion actuel de 50 % à 0 %. Cette mesure remettra environ 7 milliards de dollars par année dans les poches des Canadiens*.
	<p>Le Bloc Québécois entend favoriser la relève dans les PME et mettre fin aux règles fiscales qui défavorisent le transfert des entreprises à la génération suivante. Le député de Pierre- Boucher—Les Patriotes—Verchères, Xavier Barsalou-Duval, a déposé le projet de loi C-275, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transmission d'entreprises), avant les élections.</p>

2. Fardeau fiscal – Quel est votre plan pour améliorer le climat fiscal pour les PME?

	<p>Notre parti a fait passer le taux d'imposition des petites entreprises de 11 % à 9 %, ce qui en fait le plus bas parmi tous les pays du G7. De plus, nous avons déployé tout un train de mesures pour faciliter le démarrage et le développement d'une entreprise au Canada (voir la première question du sondage).</p> <p>Cependant, nous sommes aussi convaincus de la nécessité de protéger les travailleurs et d'assurer une retraite à tous les Canadiens.</p> <p>Nous nous efforcerons toujours de trouver un juste équilibre entre, d'une part, le soutien aux entreprises et à la croissance économique et, d'autre part, la protection des travailleurs. Ces deux objectifs vont de pair et sont indispensables à notre prospérité économique à long terme.</p>
	<p>En ce qui concerne l'arrêt ou le ralentissement des hausses de cotisations au RPC, nous ne pouvons pas nous engager à adopter une politique qui requiert l'approbation des deux tiers des provinces regroupant 60 % de la population, une exigence pour modifier la Loi sur le RPC.</p> <p>En revanche, nous mettons l'accent sur ce que nous pouvons réellement faire pour aider les entreprises, notamment diminuer de 25 % le nombre de règlements fédéraux, révoquer les modifications fiscales de Justin Trudeau, procéder à une refonte du régime fiscal et accueillir au pays plus de travailleurs qualifiés.</p>
	<p>Les PME sont le moteur de la création d'emplois au Canada et représentent une force locale importante partout au pays. Elles ont besoin d'un gouvernement qui leur donne accès aux services et aux infrastructures nécessaires à leur croissance et leur prospérité, tout en investissant dans une main-d'œuvre talentueuse et en santé. En concrétisant la vision du NPD, c'est exactement les résultats que Jagmeet Singh entend livrer aux propriétaires d'entreprise durant son mandat. Un gouvernement néo-démocrate maintiendra un taux d'imposition juste pour les PME et verra à ce que les contribuables les plus riches du pays et les plus grandes entreprises canadiennes paient aussi enfin leur juste part. De plus, notre projet de régime public et universel d'assurance-médicaments promet d'alléger les coûts des propriétaires de PME en leur faisant économiser environ 600 \$ chaque année par employé couvert par une assurance-maladie complémentaire.</p>
	<p>Nous n'avons aucune proposition particulière concernant cette question.</p>
	<p>Nous ne réduirons pas l'accès à l'assurance-emploi et nous ne réduirons pas les cotisations au RPC/RRQ.</p>

Nous comptons néanmoins aider les entreprises en réduisant la pénurie de main d'œuvre grâce à certaines mesures :

- Crédit d'impôt pour les diplômés récents et les immigrants qui acceptent un emploi en région;
- Un crédit d'impôt aux employeurs pour la formation et le maintien au travail des personnes de 65 ans et plus qui le désirent, en plus d'une hausse du revenu salarial pouvant être gagné par les aînés sans pénalité au Supplément de revenu garanti;
- Faciliter l'embauche et le travail des Autochtones par des incitatifs (transport, hébergement);
- Laisser Québec gérer le programme des travailleurs étrangers temporaires.

3. Paperasserie – Quel est votre plan pour réduire le fardeau administratif global des PME et améliorer les services que leur offre le gouvernement (qualité, délais, coûts)?

	<p>Fardeau administrative</p> <p>Nous avons fait nos preuves au chapitre de l'allégement du fardeau administratif. Notre gouvernement a en effet réduit cinq fois plus d'exigences réglementaires imposées aux entreprises que les conservateurs. Nous nous sommes également engagés à alléger encore davantage le fardeau administratif des PME, notamment par le dépôt d'un projet de loi de modernisation annuelle des règlements et la mise sur pied d'un comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire. À ce sujet, voir la première question du sondage.</p> <p>Libre-échange à l'intérieur du Canada</p> <p>Nous prendrons des mesures audacieuses pour faire du libre-échange à l'intérieur du Canada une réalité.</p> <p>Au Canada, la subsistance de millions de travailleurs dépend des excellents accords commerciaux que nous avons négociés avec nos partenaires. Le Canada est certes un chef de file en matière de commerce international (et le seul pays du G7 à avoir un accord de libre-échange avec tous les autres membres du G7), mais il reste du chemin à faire pour que l'intensification du commerce profite aux personnes et aux entreprises ici même au pays.</p> <p>En prenant appui sur l'Accord de libre-échange canadien de 2017 et les récentes tentatives d'aplanir les obstacles au commerce entre les provinces et les territoires, nous mettrons en place de nouvelles règles de collaboration pour simplifier le commerce en favorisant la reconnaissance mutuelle des normes d'un océan à l'autre. Par exemple, il sera plus facile pour un professionnel agréé dans une province de travailler ou d'exercer son métier dans une autre.</p> <p>Nous ferons valoir l'autorité fédérale au besoin pour instaurer le libre-échange à l'intérieur du Canada et nous créerons un tribunal canadien du libre-échange pour entendre, examiner et résoudre les cas où des obstacles nuisent au commerce intérieur.</p>
	<p>Réduire les formalités administratives pour toutes les entreprises</p> <p>Pour faciliter la réussite de ceux qui créent les emplois, un nouveau gouvernement conservateur réduira le fardeau réglementaire de 25 % au cours de son mandat de quatre ans. Nous fixerons des objectifs à atteindre pour chaque ministre et chaque ministère. Afin d'y arriver, nous instaurerons la règle du « deux pour un » en vertu de laquelle le gouvernement devra éliminer deux règlements avant d'en imposer un nouveau. Cette mesure permettra de réduire les coûts pour les entrepreneurs et leur facilitera la tâche lorsqu'ils lancent une entreprise et l'exploitent.</p>

	<p>La Chambre de commerce du Canada a dénombré 131 754 règlements dans l'appareil fédéral en 2015. Selon l'Institut économique de Montréal, il y en a maintenant 136 000, une hausse de 4 300 depuis l'arrivée de Justin Trudeau comme premier ministre. Ces règlements fédéraux s'ajoutent aux centaines de milliers de règles et formalités administratives provinciales, dont plusieurs sont reproduites à l'échelle fédérale.</p> <p>Pour réduire le fardeau réglementaire dans l'ensemble du gouvernement fédéral, nous confierons la responsabilité de réduire les formalités administratives à un ministre relevant directement du premier ministre. Ainsi, nous pourrions atteindre nos objectifs de réduction de la paperasserie et éliminer, lorsque possible, les disparités et les chevauchements de règlements avec les provinces. Nous ferons appel à des experts provenant du secteur privé, des personnes qui comprennent vraiment le fardeau administratif que représentent ces règlements, afin de soutenir cette analyse des coûts et avantages.</p> <p>De plus, nous donnerons à tous les ministres et aux organes de réglementation le mandat d'appuyer l'innovation, la croissance économique et la compétitivité.</p>
	<p>Les néo-démocrates croient que les PME doivent avoir accès à toutes les ressources dont elles ont besoin pour croître, innover et demeurer concurrentielles au Canada et à l'étranger. C'est pourquoi nous avons défendu la réduction de l'impôt des petites entreprises, nous nous sommes opposés aux frais injustes imposés aux commerçants, et nous nous battons pour qu'il soit plus facile de transférer les petites entreprises à la prochaine génération. Au gouvernement, les néo-démocrates continueront à travailler fort pour les PME en s'attaquant aux problèmes qui les touchent, comme les frais élevés imposés par les compagnies de cartes de crédit. Nous leur fournirons également un point de contact unique pour les aider à respecter les processus réglementaires et à assurer la conformité aux règles, ce qui permettra aux entrepreneurs de consacrer plus de temps au développement de leur entreprise.</p>
	<p>Le chef du PPC, Maxime Bernier, était ministre d'État pour la petite entreprise lorsque la Commission sur la réduction de la paperasse a déposé son rapport et que le gouvernement a instauré sa règle du « un pour un ». Notre parti s'engage à élargir le champ d'application de la règle et à adopter des mesures plus ambitieuses pour alléger le fardeau bureaucratique des entreprises.</p> <p>Un gouvernement du Parti populaire du Canada (PPC) prendra les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaffirmer l'autorité et le leadership du gouvernement fédéral en matière de commerce intérieur. • Invoquer le paragraphe 91(2) de la Constitution, qui donne à Ottawa le pouvoir exclusif de réglementer le commerce international et interprovincial, pour forcer les provinces à appliquer le principe de reconnaissance mutuelle s'il y a lieu. Ce principe veut que si un travailleur, un produit ou un service respecte les normes réglementaires d'une province, les autres provinces le considèrent comme conforme à leurs normes. • Nommer un ministre du Commerce intérieur, dont le mandat consistera exclusivement à réaliser des études, à sensibiliser la

	<p>population, à contrer l'influence des groupes d'intérêts qui profitent des obstacles au commerce interprovincial et à faire pression sur les gouvernements provinciaux pour qu'ils éliminent ces obstacles.</p>
	<p>Nous voulons instaurer un rapport d'impôt unique, géré entièrement par Québec. Nous voulons également éliminer les dédoublements entre le fédéral et les provinces en laissant ces dernières gérer l'ensemble des programmes.</p>

4. Environnement – Comment prévoyez-vous répondre aux enjeux environnementaux tout en soutenant la croissance des PME?

	<p>Les changements climatiques ont des répercussions graves et irréversibles sur les populations, les collectivités et l'économie. On ne peut pas se contenter de demi-mesures ou d'une approche attentiste.</p> <p>C'est pourquoi, dès cette année, il n'est plus gratuit de polluer au Canada. Nous avons rattaché un prix à la pollution pour contribuer à réduire les émissions, et mis en place un nouveau système de ristournes qui redonne de l'argent aux Canadiens, soit les clients des PME canadiennes.</p> <p>De plus, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, nous soutenons des propriétaires de PME, comme des restaurateurs, des agriculteurs, des camionneurs, des épiciers et des propriétaires de dépanneurs. Ces derniers peuvent notamment être admissibles à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un remboursement de 25 % à 50 % du coût des nouveaux équipements écoénergétiques, comme des appareils électroménagers, des équipements de chauffage et de refroidissement, des dispositifs anti-ralenti et des chauffe-eau à haut rendement énergétique; - un financement couvrant jusqu'à 25 % des frais admissibles engagés pour des rénovations écoénergétiques et d'autres projets qui améliorent l'efficacité énergétique, réduisent la consommation d'énergie et génèrent des économies. <p>Grâce à ces investissements, les PME pourront réduire leur facture d'électricité et ainsi être plus productives et concurrentielles.</p> <p>Nous avons aussi mis sur pied un comité consultatif externe qui donnera des conseils pratiques sur les moyens d'améliorer la prestation des programmes du Fonds d'incitation à l'Action pour le climat au profit des PME..</p>
	<p>Ce sera fait. Le premier projet de loi adopté par un nouveau gouvernement conservateur sera la Loi pour révoquer la taxe sur le carbone.</p> <p>En outre, nous avons un vrai plan pour protéger notre environnement. Il met l'accent sur les technologies vertes, et non sur les taxes, pour promouvoir un environnement naturel plus propre et écologique et mener la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale. Pour en savoir plus, rendez-vous à unvraiplan.ca.</p>
	<p>Les Canadiennes et les Canadiens s'attendent à ce que leurs gouvernements prennent au sérieux la crise climatique et s'y attaquent par des mesures concrètes. Par la vision du NPD, Jagmeet Singh entend mettre fin aux fausses promesses des libéraux et mieux protéger nos ressources – terre, air et eau –, tout en créant plus de 300 000 nouveaux emplois de qualité dans la foulée. Notre plan offre aux propriétaires de PME de nombreuses nouvelles possibilités en matière d'efficacité énergétique : rénovation écoénergétique des bâtiments, construction de maisons vertes, installation de panneaux solaires, fabrication, etc. Pendant que nous travaillons à la croissance de l'économie et investissons dans les services qui améliorent la qualité de vie des familles ordinaires, nous continuerons de collaborer avec les</p>

	propriétaires de PME pour leur offrir tout le soutien nécessaire à la croissance et à la santé de leurs affaires. Parce qu'on se bat pour vous.
	<p>Un gouvernement du Parti populaire du Canada (PPC) prendra les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Retirer le Canada de l'Accord de Paris et abandonner les cibles irréalistes de réduction des gaz à effet de serre. · Cesser de dépenser des milliards de dollars pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions. · Abolir la taxe sur le carbone instaurée par le gouvernement libéral et laisser aux gouvernements provinciaux le choix d'adopter ou non des programmes de réduction des émissions. · Abolir les subventions aux technologies vertes et laisser les acteurs privés concevoir des solutions de recharge rentables et efficaces. · Investir dans des stratégies d'adaptation en cas de problèmes résultant de changements climatiques naturels.
	<p>Nous voulons mettre en place un système de péréquation verte. Nous voulons aussi miser sur l'innovation et tourner l'économie vers une économie verte en investissant dans la R&D. Il faut selon nous miser sur l'innovation plutôt que le pétrole et les énergies fossiles. Nous voulons mettre en place un programme de rénovations écoénergétiques de 400 M\$ annuellement pour le secteur commercial.</p>

5. Pénurie de main-d'œuvre – Quel est votre plan pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée?



Afin que les gens aient le temps et l'argent dont ils ont besoin pour garder à jour leurs compétences et les adapter à la demande, nous mettrons en œuvre l'Allocation canadienne pour la formation. Cette mesure paiera une partie des frais de formation des travailleurs, leur fournira un revenu d'appoint pendant leur apprentissage et leur offrira une sécurité d'emploi en leur garantissant un poste à leur retour. Les employeurs pourront ainsi concentrer leurs ressources sur leurs priorités, et les employés, se perfectionner tout au long de leur carrière et ainsi augmenter leur productivité.

Nous sommes aussi conscients que de nombreuses PME ont recours à des apprentis pour mener et développer leurs activités, et ce, dans des secteurs aussi variés que la construction, le transport et les services alimentaires.

Nous aiderons les apprentis Sceau rouge à acquérir l'expérience de travail dont ils ont besoin pour terminer leur certification et trouver un emploi de qualité bien rémunéré.

Les travailleurs de métiers spécialisés jouent un rôle vital dans notre économie. Ils construisent nos maisons, nourrissent nos familles, nous alimentent en électricité et assurent notre transport. Mais trop souvent, les apprentis n'ont pas accès aux bons emplois parce qu'ils ne peuvent pas acquérir l'expérience pratique nécessaire pour terminer leur formation à temps.

Aujourd'hui, seul un apprenti Sceau rouge sur cinq est capable d'obtenir sa certification à temps, le plus souvent en raison du manque d'emplois stables. C'est le cas même pour les métiers qui rapportent habituellement plus de 100 000 \$ par année.

Pour donner aux apprentis plus de certitude et d'occasions d'acquérir de l'expérience, nous créerons le Service canadien d'apprentissage en partenariat avec les provinces, les territoires, les employeurs et les syndicats. Forts de ce nouvel appui, les apprentis Sceau rouge qui débutent pourront être plus confiants en l'avenir, assurés que des emplois les attendront au moment opportun.

Pour appuyer ces efforts, nous travaillerons avec nos partenaires pour créer plus d'occasions en offrant jusqu'à 10 000 \$ par apprenti, sur quatre ans, pour chaque poste créé. Cet investissement aidera 12 500 apprentis à terminer leur formation à temps et fournira donc aux PME la main-d'œuvre qualifiée essentielle à leurs activités et à leur croissance.

Afin de maintenir la vigueur et la croissance de notre économie, nous irons de l'avant avec des augmentations prudentes et responsables de l'immigration en accueillant principalement des personnes hautement qualifiées qui contribueront à renforcer le Canada.

Pour que les collectivités de toute taille soient plus à même d'attirer et de soutenir les Néo-Canadiens, nous allons créer un Programme de candidats municipaux permettant à des communautés locales, des chambres de commerce et des associations locales de parrainer directement des immigrants permanents.

	<p>Nous continuerons d'encourager l'immigration et de soutenir la croissance économique dans les provinces de l'Atlantique en rendant permanent le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique.</p> <p>Au moins 5 000 des nouvelles places seront réservées, respectivement, au Programme de candidats municipaux et au volet atlantique de l'immigration.</p>
	<p>Attirer les meilleurs et les plus brillants</p> <p>Afin de jumeler des candidats à l'immigration à des emplois au Canada et d'aider les employeurs canadiens à pallier la pénurie de travailleurs qualifiés, nous révoquerons la politique de Justin Trudeau qui réduit le nombre de points attribués pour une offre d'emploi aux termes du Programme d'entrée express. Nous restructurerons ce programme pour qu'il corresponde de plus près à son but original, à savoir attirer les meilleurs et plus brillants talents du monde afin de contribuer au succès de nos industries. Un nouveau gouvernement conservateur s'efforcera aussi de retenir au Canada ces meilleurs et plus brillants talents lorsqu'ils auront terminé leur formation universitaire. Les étudiants étrangers qui font leurs études au Canada sont des candidats tout indiqués pour pourvoir les postes offerts au Canada. Nous préparerons et mettrons en œuvre un plan pour jumeler étudiants et emplois, en mettant l'accent sur les compétences en forte demande.</p> <p>Aider les entreprises à combler leurs lacunes en matière de compétences</p> <p>Afin d'aider les entreprises à pourvoir les postes vacants qui ne peuvent être pourvus par des Canadiens, nous restructurerons le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour mieux l'arrimer à nos besoins intérieurs. Et, bien sûr, nous serons heureux de recevoir les commentaires de la FCEI sur les améliorations à apporter au programme.</p> <p>Afin de réduire les chevauchements et de faciliter la procédure de participation au programme, nous créerons un système d'employeurs de confiance qui évitera aux entreprises de se réinscrire constamment. Nous établirons des normes et des délais précis pour l'évaluation de l'incidence potentielle sur le marché du travail de l'arrivée de travailleurs étrangers et nous réviserons les zones afin de nous assurer que les secteurs ruraux et les lieux très touristiques ne sont pas regroupés dans une vaste zone géographique avec les centres urbains.</p> <p>Pour faire en sorte que les personnes arrivant au Canada en tant que travailleurs non qualifiés, arrivée justifiée par des données concrètes sur le marché du travail, soient traitées équitablement, nous établirons une trajectoire vers la permanence en permettant aux employeurs de parrainer des demandes de résidence permanente. L'immigration, c'est bon pour l'économie, bon pour les emplois et bon pour les personnes qui ont choisi de venir au Canada.</p> <p>Nous continuerons de surveiller le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour qu'il atteigne les résultats escomptés, à savoir soutenir les entreprises canadiennes qui ont un réel besoin de main-d'œuvre et s'assurer que les Canadiens ont préséance sur les emplois dans notre pays.</p> <p>Préparer les Canadiens aujourd'hui pour les emplois de demain.</p>

	<p>Afin d'assurer que les Canadiens ont accès aux meilleurs conseils, formations professionnelles et services d'aide à l'emploi, nous établirons des mesures de réussite pour les centaines de millions de dollars dépensés présentement par le gouvernement du Canada pour préparer les Canadiens au marché du travail.</p> <p>Un nouveau gouvernement conservateur travaillera avec les collègues et les universités pour que les cours, les programmes et la matière enseignée correspondent aux besoins du marché du travail d'aujourd'hui et placent nos étudiants sur une trajectoire de réussite.</p>
	<p>Comme néo-démocrates, nous avons toujours été du côté des travailleurs et nous sommes toujours battus pour eux, mais aussi pour les propriétaires de PME. Nous savons qu'un des meilleurs moyens de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qui afflige plusieurs secteurs est de permettre aux travailleurs d'acquérir les compétences qu'il faut pour accéder aux emplois disponibles. Nous sommes déterminés à travailler avec les provinces pour que les Canadiens et Canadiennes aient accès à l'éducation tout au long de leur vie professionnelle, notamment par la formation continue, le perfectionnement et le soutien aux sans-emploi. Notre vision est que les formations offertes soient suffisamment flexibles pour s'intégrer à la vie bien remplie des gens et assez solides pour réellement améliorer leurs perspectives d'emploi.</p> <p>Nous savons aussi que les régions rurales, éloignées et nordiques du Canada vivent des pénuries de travailleurs uniques qui exigent des solutions adaptées. C'est pourquoi la vision du NPD de Jagmeet Singh promet, dans l'intérêt des travailleurs et des entreprises, de soutenir ces régions pour qu'elles réussissent à inciter les familles à rester, à freiner l'exode de leur population et à attirer des travailleurs de l'extérieur. Un gouvernement néo-démocrate mettra en place un nouveau crédit d'impôt pour les diplômés pour qu'ils travaillent dans certaines régions rurales et nordiques, ce qui aidera les employeurs à engager et à retenir les travailleurs dont ils ont besoin.</p>
	<p>Un gouvernement du Parti populaire du Canada (PPC) prendra les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire substantiellement le nombre d'immigrants et de réfugiés que le Canada accueille chaque année, en le ramenant de 350 000 à environ 100 000 à 150 000, selon les circonstances économiques et autres. • Réformer le système de points de l'immigration et les programmes connexes afin d'augmenter la proportion d'immigrants économiques dont les compétences correspondent aux besoins. • Accepter moins de réfugiés réétablis et limiter le nombre d'immigrants acceptés dans le cadre du Programme de réunification des familles, en abolissant le parrainage des parents et des grands-parents, par exemple. • Limiter le nombre de travailleurs étrangers temporaires et s'assurer que ceux-ci occupent bien des postes temporaires et ne livrent pas une concurrence déloyale aux travailleurs canadiens.

Nous ne réduirons pas l'accès à l'assurance-emploi et nous ne réduirons pas les cotisations au RPC/RRQ.

Nous comptons néanmoins aider les entreprises en réduisant la pénurie de main d'œuvre grâce à certaines mesures :

- Crédit d'impôt pour les diplômés récents et les immigrants qui acceptent un emploi en région;
- Un crédit d'impôt aux employeurs pour la formation et le maintien au travail des personnes de 65 ans et plus qui le désirent, en plus d'une hausse du revenu salarial pouvant être gagné par les aînés sans pénalité au Supplément de revenu garanti;
- Faciliter l'embauche et le travail des Autochtones par des incitatifs (transport, hébergement);
- Laisser Québec gérer le programme des travailleurs étrangers temporaires.

6. Déficit – Comment prévoyez-vous vous attaquer au déficit budgétaire croissant?

	<p>Nous avons réduit le taux d'imposition des petites entreprises de 11 % à 9 %, donnant au Canada le taux le plus bas de tous les pays du G7. Les PME économisent ainsi jusqu'à 7 500 \$ par année, une somme qu'elles peuvent réinvestir dans leur entreprise.</p> <p>Le ratio de la dette nette au PIB est en baisse, et notre nouveau plan financier prévoit de réduire encore plus le déficit budgétaire.</p> <p>À cet égard, la situation du Canada est enviable par rapport à celle des autres pays du G7. Son ratio de la dette nette au PIB équivaut à moins de la moitié du ratio moyen dans l'Union européenne, et à moins du tiers du ratio américain.</p> <p>Notre niveau d'endettement relativement bas est un avantage concurrentiel de taille.</p> <p>De plus, le Canada est l'un des deux seuls pays du G7 à se faire attribuer la cote AAA par les trois grandes agences de notation internationales. Notre parti est déterminé à maintenir cet avantage dans un contexte mondial de plus en plus volatil et imprévisible.</p>
	<p>Équilibrer le budget d'ici les cinq prochaines années</p> <p>Afin de réduire les impôts que vous payez et mettre plus d'argent dans vos poches pour que vous puissiez améliorer votre situation, un nouveau gouvernement conservateur prévoit équilibrer le budget dans un échéancier responsable de cinq ans. Nous réduirons l'aide fournie par le Canada aux pays étrangers de 25 %, nous éliminerons les dépenses inutiles pour des consultants grassement payés et des bureaux vides, nous contrôlerons les dépenses et nous investirons dans les infrastructures en fonction d'un échéancier responsable et structuré.</p>
	<p>La vision du NPD mise de l'avant par Jagmeet Singh propose d'investir enfin dans les services et le soutien dont les familles ordinaires ont besoin. Ces investissements ne feront pas que stimuler l'économie et accroître notre population active : ils créeront des emplois de qualité dans tous les secteurs, de la santé à l'énergie. Notre plan s'appuie sur l'établissement des coûts et l'analyse du Bureau du directeur parlementaire du budget (DPB), et met l'accent sur les types d'investissements négligés depuis des années. Dans tous les cas, nous gérerons la dette et les déficits de façon responsable, en empruntant au besoin pour préserver les services sur lesquels comptent les Canadiennes, les Canadiens et leurs familles, et en équilibrant les budgets lorsqu'il est prudent de le faire. Notre approche budgétaire, scrupuleusement centrée sur les priorités des gens et démontrant notre courage à générer des revenus par une imposition équitable et progressive des plus riches, ferait diminuer le rapport dette-PIB du Canada sur dix ans. Selon les mesures de viabilité financière du DPB, les finances à long terme du Canada seront viables. De plus, en aidant les provinces dans des domaines comme l'assurance-médicaments et la garde d'enfants, nous contribuerons à alléger le fardeau fiscal qui pèse sur la grande majorité d'entre elles.</p>

	<p>Un gouvernement du Parti populaire du Canada (PPC) prendra les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Éliminer le déficit sur un horizon de deux ans en réduisant les dépenses et en faisant preuve de prudence budgétaire. Compressions envisagées : subventions aux entreprises (5 à 10 milliards de dollars), aide au développement international (5 milliards), SRC (1 milliard), paiements de péréquation et financement de programmes qui relèvent des provinces ou des municipalités. · Cesser d'utiliser le régime fiscal à des fins politiques et le rendre plus simple et équitable. Plus particulièrement, éliminer les mesures fiscales ciblées inefficaces qui n'ont aucune justification convaincante en matière de politiques publiques. · Une fois le déficit éliminé, réduire l'impôt sur le revenu des particuliers dans plusieurs budgets subséquents, au fur et à mesure que la marge de manœuvre financière le permet. L'objectif est de réduire l'impôt à payer pour tous les Canadiens en augmentant l'exemption personnelle de base, qui passerait de 12 069 \$ (en 2019) à 15 000 \$ et en ramenant le nombre de tranches d'imposition de cinq à deux, soit une pour les revenus entre 15 001 \$ et 100 000 \$ (15 %), et une pour les revenus de plus de 100 000 \$ (25 %). · Au cours de notre mandat, abolir graduellement l'impôt sur les gains en capital des particuliers en abaissant le taux d'inclusion actuel de 50 % à 0 %.
	<p>Nous sommes conscients qu'il faille retourner à l'équilibre budgétaire. Mais le DPB a également publié des études sur la vitalité financière des provinces où il avertissait que le statut de province n'est pas viable à long terme si rien n'est fait, alors que le fédéral était toujours viable. Le ratio dette/PIB continue de diminuer, bien qu'une crise financière pourrait changer la donne. Nous proposons plutôt d'hausser les transferts aux provinces notamment en santé et en éducation postsecondaires puisque ce sont les provinces qui assument ces coûts qui ne font qu'augmenter.</p>